



JOURNAL #INGETA

IDEES & RESSOURCES POUR REINVENTER LE CONGO

Sommes-nous à la recherche d'un **combattant** heureux?

DEBAT

Sun City II ne repassera pas

DECRYPTAGE

Le narratif sur le mythe de la
toute-puissance rwandaise

NOTRE HISTOIRE

Du CVR au MPR, ou l'histoire
d'une usurpation



Sommaire



SAISIR LES ENJEUX DE LA GUERRE

4 | La guerre perpétuelle contre le Kongo-Kinshasa et ses « causes profondes »

7 | La Russie et les Etats-Unis dialoguent. Les Kongolais(es) pigent ?

8 | Trump et le cache-misère d'une défaite stratégique

REFONDER LE CONGO

10 | Sommes-nous à la recherche d'un combattant heureux ?

12 | Tuer les innocents pour forcer le dialogue. Les politicards kongolais et la culture de la mort

GAGNER LA GUERRE DES IDEES

14 | Le mythe de la toute-puissance rwandaise

16 | Sun City II ne repassera pas

17 | Un homme fort, jamais une idée forte

18 | Le « nous » politique congolais

COMPRENDRE NOTRE HISTOIRE

20 | Du CVR au MPR, ou l'histoire d'une usurpation

22 | Le Congo sur un échiquier étranger



Notre **raison** d'être



La finalité de notre mouvement, c'est la libération de la République démocratique du Congo des forces d'occupation et de corruption. La finalité de notre mouvement, c'est le rétablissement de la justice et la prospérité du peuple congolais en République Démocratique du Congo. Mais la finalité, c'est aussi que notre combat et notre mouvement soient utiles et bénéfiques à chacun d'entre nous, à chacune des personnes qui s'y implique. Il faut que ce mouvement soit une bonne expérience pour chacun de nous.

C'est tout aussi important, parce que l'objectif de la libération est un processus qui peut durer, on ne sait pas le temps que ça prendra. Alors, il faut, pour éviter les démobilisations et les découragements, que le parcours et le temps qui y mènent soient utilisés à bon escient. Cela veut dire que ce combat doit être une opportunité de changer, d'améliorer le quotidien de chacun et/ou de ses proches.

Nous avons là une occasion de matérialiser notre solidarité. C'est le moment pour nous de nous entre-aider, de développer des connections. Untel peut trouver un emploi à un autre, untel peut aider un autre au niveau financier, untel peut participer à l'activité d'un autre, untel peut trouver un stage au fils ou à la fille d'untel, etc, etc. La finalité c'est aussi de créer et de faire émerger des communautés économiques congolaises fortes qui auront leur mot à dire dans les décisions politiques, économiques et sociales qui se prendront là où ils sont. En d'autres termes, nous avons l'occasion là de développer des groupes de pression et de lobbying concrets et efficaces pour notre objectif commun.

Nous avons toutes les compétences, nous sommes nombreux, nous avons montré notre solidarité et notre détermination. Maintenant, il faut passer à la vitesse supérieure. Et agir en ayant toujours en tête la finalité !



La guerre perpétuelle contre le Kongo-Kinshasa et ses «causes profondes»

« Des leçons d'éthique assénées sans une profonde remise en cause du système déshumanisant mettant à mal l'être et le bien-vivre ensemble peuvent s'apparenter aux doctrines des bonnes intentions. Sans plus. Un système différent est nécessaire pour sauver l'humain de la haine de soi et d'autrui. » – Babanya.

PAR JEAN-PIERRE MBELU

Des compatriotes kongolais seraient déçus. Ils auraient entendu l'un des médiateurs impliqué dans le processus pouvant conduire à la fin de la guerre de basse intensité dont souffre le pays faire allusion à ses « causes profondes ». Cette allusion signifierait, pour eux, qu'il reconduit « la propagande de l'ennemi ». Qui est cet ennemi ? Quelle est son histoire ? Quel est son mode opératoire ? Quelle est son approche de l'autre, du différent ? Depuis quelques années, des réponses rapides données à ces questions sèment beaucoup de confusion. Elles sont amnésiques. Elles sont « arrangées ». Elles témoignent d'une certaine fatigue du point de vue de

la pensée quand elles ne sont pas tout simplement opportunistes. Elles portent un petit espoir enfantin : une fin rapide de la guerre et un retour à la fête en buvant le champagne ruinart ; « les partenaires classiques » peuvent aider pour cela. Qui leur a partagé l'agenda des « partenaires classiques » ? Eux, ils veulent « redevenir grands » A quel prix ? Comment ? Des questions que ces compatriotes évitent.

Amoureux de la fête au ruinart, ils oublient cette grande leçon de l'histoire : « La libération ne peut être accordée par des étrangers même si c'est ce que souhaitent ces derniers : c'est le peuple lui-même qui doit se battre pour ses valeurs et les faire triompher. Elles ne peuvent

s'épanouir en fleurs que si elles sont plantées par le peuple dans son propre sol, arrosées de son propre sang et de ses propres larmes. » De ce point de vue, plusieurs Wazalendo et les Kongolais qui leur sont apparentés seraient un peu plus avancés que les autres. Et traiter des « causes profondes » de cette guerre par morceaux devrait être un exercice favori pour les Kongolais. Individuellement et collectivement. Pourquoi ? La mémoire est une faculté qui oublie. Dieu merci. Les livres et les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication peuvent encore être d'un secours certain. Des « causes profondes » de la guerre perpétuelle contre le Kongo-Kinshasa,

parlons-en. Remontons l'histoire. Cela éviterait de plonger dans la confusion. De faire des « causes profondes » des « causes immédiates » ou « des causes médiatisées » à coup de fabrication du consentement par des « communicateurs interposés » et au dépens du temps long.

Les théories raciales et «les non-personnes»

Une guerre par morceaux se mène au coeur de l'Afrique. La dater des années 1990 ; c'est prendre un raccourci. C'est se moquer de la mémoire collective kongolaise. Faire allusion à « ses causes profondes » sans questionner l'histoire sur le temps long, c'est vouloir aller très vite en besogne.

Pour rappel, cette guerre est très bien documentée. A titre illustratif, deux livres peuvent être cités. « Carnages. Les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique » de Pierre Péan (Paris, Fayard, 2010) et « L'Occident terroriste. D'Hiroshima à la guerre de drones » (Montréal, Ecosociété, 2015). Lire Pierre Péan permet de comprendre que ce qui se passe au Kongo-Kinshasa est une guerre raciste. Elle s'inscrit dans la droite ligne des théories raciales élaborées au XIXe siècle et octroyant aux « races supérieures » réunies à Berlin (sans l'Afrique) « le droit » de pouvoir « civiliser » « les races inférieures ». Les diviseurs de l'Afrique à la conférence de Berlin (1884-1885) ont cette « mission civilisatrice » comme objectif majeur. Et cet objectif affiché officiellement est au service, subrepticement, du capitalisme prédateur des terres, destructeur hégémonique des cultures et des croyances africaines. Aimé Césaire en témoigne en écrivant le « Discours sur le colonialisme » (Paris, Présence Africaine, 1950).

Depuis Berlin, et même un peu avant, cette « mission civilisatrice » a pris différentes dénominations (aide au développement, défense des droits de l'homme, promotion de la démocratie, etc.) pour couvrir « la sorcellerie capitaliste ». Fondée, entre autres sur la réification du vivant et de l'humain, cette « sorcellerie » a divisé le monde entre « les personnes » et « les non-personnes », c'est-à-dire « tous les autres qui ne comptent pas ». En utilisant le concept « non-personnes », « Orwell dépeignait une société de l'avenir,

mais le terme s'applique assez bien au monde actuel[1] », souligne Noam Chomsky.

Donc, prenant appui sur les théories raciales, « les petites mains » du Capital orchestrent l'exclusion des pans entiers des peuples du monde du banquet de la vie. Elles ont du mépris pour eux. Prises dans l'engrenage de l'instinct de domination, elles font passer le profit avant le vivant et l'humain (« inférieur »). Telle est l'une des « causes profondes » de la guerre par morceaux au Kongo-Kinshasa : le mépris des gens qualifiés de « non-personnes ». L'esclavage et le colonialisme des temps modernes n'ont rien à envier à ceux d'hier. C'est le même système empiré.

Andre Vltchek y fait allusion lorsqu'il note ce qui suit : « Je suis en train de terminer un long métrage documentaire intitulé Rwanda Gambit, dont le tournage m'a demandé plus de trois ans. Les chiffres sont maintenant plus élevés (...) : ce sont 6 à 10 millions de personnes qui ont été tuées en RDC, un chiffre à peu près équivalent des victimes du roi Léopold II au début du XXe siècle (...). Si le Rwanda, l'Ouganda et leurs exécutants sont les assassins de ces millions d'innocents, les intérêts géopolitiques et économiques occidentaux ne sont jamais loin derrière. »

Depuis la conférence de Berlin, et même un peu plus tôt, la réification du vivant et de l'humain sert les intérêts géopolitiques et économiques des entreprises trans et multinationales. Pour dire les choses autrement, « le génocide » kongolais ne peut se comprendre que sur fond de la néantisation, de la négation du bomoto de l'humain kongolais réduit au rang d'une bête de somme depuis « l'humiliant esclavage » jusqu'à ce jour. Il y a, ici, une violence dont souffre encore l'inconscient collectif kongolais.

Comprendre cela ne signifie pas justifier le fait que la prise de conscience de cette humiliation ne soit pas, au coeur de l'Afrique, la chose la mieux partagée collectivement. Comment cela aurait-il pu être possible avec la déstructuration de la famille et l'expansion de l'inculture après l'échec de la décolonisation ? Nous y reviendrons.

Causes profondes, bibliothèques et vidéos

La réification du vivant et de l'humain au nom de la marchandisation de la vie et du profit

“

Exploiter cruellement, conquérir les terres, les coeurs et les esprits, avoir une main-d'oeuvre corvéable à souhait, recoloniser l'Afrique, telle est la liste interminable de « causes profondes » de la guerre raciste de prédation et de basse intensité imposée au coeur de l'Afrique.

marche de pair avec la perte de la boussole éthique et le triomphe de la cupidité. « Les sorciers capitalistes » et leurs « petites mains » ont développé, dans plusieurs pays du monde le culte de la cupidité.

Un économiste américain de renom, Joseph Stiglitz, en écrivant « Le triomphe de la cupidité » (Paris, Les Liens qui libèrent, 2010) aide à comprendre comment les cupides exploitent « les non-personnes » « quand le capitalisme perd la tête » (Paris, Fayard, 2003). En étudiant attentivement l'histoire et la marche capitaliste du monde, il est possible d'indiquer que l'instinct de domination porté par les théories raciales, la réification de l'humain et du vivant -expression du mépris des gens- et la triomphe de la cupidité sont « les causes profondes » de la guerre de prédation et de basse intensité imposée au Kongo-Kinshasa et à plusieurs autres pays du monde par « la sorcellerie capitaliste ». Celle-ci a, culturellement, en véhiculant son soft power, et avec l'aide de ses « huissiers » (le FMI et la Banque mondiale), la capacité de neutraliser le penser et le sentir de ceux et celles qu'elle veut « convertir » en « non-personnes ». Elle les évide de toute émotion, de toute empathie, de toute compassion et de toute « éthique du soin ».

Donc, lorsqu'au coeur de l'Afrique, « les médiateurs » chargés de trouver une issue viable à cette « guerre sorcière » font allusion à l'analyse et à la connaissance de ses « causes profondes », les Kongolais éveillés devraient (re)jeter un coup d'oeil à leurs bibliothèques. Pour éviter de confondre « les causes profondes » avec « les petites causes immédiates » ou « médiatisées » officiellement ou « médiatisées » par des « communicateurs » interposés au dépens de la longue histoire. Aux dépens du temps long et de la connaissance du mode opératoire du « capitalisme sorcier ».

Remonter le temps, c'est exigeant. Cela demande de s'asseoir et de lire. De lire et de relire. De visualiser certaines vidéos déjà oubliées. Un exemple : « Le conflit au Congo. La vérité dévoilée ». Cette vidéo est encore d'actualité... Tout comme « Rwanda's untold story ».

La philosophie du « londeshila londeshila »

Oui. Remonter le temps. Dire l'échec de la décolonisation et questionner l'ambition des « partenaires historiques » du Kongo de « redevenir grands ». Hiroshima et Nagasaki auraient-ils eu lieu sans l'uranium de Shinkolobwe? Quel regard « les vainqueurs de la deuxième guerre mondiale » ont-ils pu porter (après) sur les matières premières stratégiques du pays d'un Lumumba assassiné parce qu'il voulait, entre autres, une fois aux affaires, nationaliser les entreprises minières de son pays ? Cela en vue de rompre avec le capitalisme qu'il qualifiait de « honteux » et de « dégradant » ?

Il y a ici un appel « philosophique » à lancer. Un appel à « la philosophie du tshilembi » (chasseur). Un chasseur voulant que sa chasse soit fructueuse reste attaché aux repères. (Un adage luba l'exprime de la meilleure manière : Tshilembi londeshila londeshila, londeshila pa kapasu, pa kanyi ka tutele, nanku kele katua mu nyama.) Une chasse voulant atteindre son objectif, le nyama, la bête, se sert de repères (kapasu, kanyi ka tutele).

Il en va de même d'une organisation historico-politique, culturelle et sociale consciente du pays. Elle se fait en connaissance de cause. Elle interroge l'histoire et la mémoire collective. Elle évite, le mieux qu'elle peut, le

ngulu ngulu, comme dirait les kinois.

Les partenaires classiques, les deux péchés originaires et la recolonisation

Lorsque « les partenaires classiques » ou « historiques » du Kongo-Kinshasa affirment qu'ils veulent « redevenir grands », un effort pour une (re)lecture occidentologique de l'histoire devrait être déployé du côté kongolais. Ils se rendraient compte, par exemple, que comme hier, ils ont choisi « le protectionnisme économique ». Sa pratique, hier, a contribué, à leur enrichissement comme à celui de leurs amis britanniques. Ils y reviennent aujourd'hui au moment où les gouvernants kongolais, eux, ne jurent que par « l'amélioration du climat des affaires ».

Et « aux premiers jours des Etats-Unis, écrit Noam Chomsky, on entrevoyait un avenir sans fin de richesse, de liberté et d'épanouissement et de pouvoir croissants - tant qu'on ne faisait pas trop attention aux victimes. Les Etats-Unis étaient une société de colons-la forme la plus brutale d'impérialisme. Il fallait ignorer le fait qu'on s'assurer une vie plus riche et plus libre en décimant la population indigène, premier « péché originel » de la société américaine ; et en réduisant massivement en esclavage un autre segment de la population, second grand péché (nous vivons encore sous les effets des deux) ; puis ignorer la main-d'oeuvre cruellement exploitée, les conquêtes à l'étranger, etc. »

Y aurait-il des garanties de non-répétition de ces « deux péchés originaires » dans la signature du « deal » entre le Kongo-Kinshasa et les USA pour un probable début de rupture avec « le capitalisme de la finitude » au coeur de l'Afrique ? Il semble que non. Si tout dépend du côté US. L'un des protagonistes engagé dans ce processus de guerre par morceaux affirme qu'il s'agit de « coloniser à nouveau » (l'Afrique et l'Amérique latine).

Exploiter cruellement, conquérir les terres, les coeurs et les esprits, avoir une main-d'oeuvre corvéable à souhait, recoloniser l'Afrique, telle est la liste interminable de « causes profondes » de la guerre raciste de prédation et de basse intensité imposée au coeur de l'Afrique. En sus, l'échec de la décolonisation a induit la fabrication des « petites mains » au service du néocolonialisme vivant de la

“

L'instinct de domination porté par les théories raciales, la réification de l'humain et du vivant - expression du mépris des gens- et la triomphe de la cupidité sont « les causes profondes » de la guerre de prédation et de basse intensité imposée au Kongo-Kinshasa et à plusieurs autres pays du monde par « la sorcellerie capitaliste ».

traîtrise, de la corruption, de l'enrichissement illicite et de l'hédonisme consumériste dans les rangs des gouvernants kongolais depuis Mobutu jusqu'à ce jour. A quelques exceptions près, bien sûr. Donc, le néocolonialisme (néolibéral) et ses « petites mains » font partie des « causes profondes » de la guerre par morceaux.

Rejoindre les forces contre-hégémoniques

Y résister en (re)créant le nous, le lien et/ou la reliance à partir des collectifs citoyens producteurs des « communs », comprenant cette longue histoire et entretenant une mémoire vivante dans une dynamique permanente d'une « éthique de soin » (du nous) et d'une « éthique reconstructive » peut être un pas important dans la reconstruction des bantu kongolais dont l'identité humaine souffre de sa chosification. Rejoindre stratégiquement les forces contre-hégémoniques du Sud mondial reste une démarche à encourager. Encore faudrait-il que renaisse un Etat réellement souverain au coeur de l'Afrique...



La Russie et les USA dialoguent. Les Kongolais(es) pigent?

« Mais les ours savent une chose que les autres veulent tous oublier : une paix fragile et ténue promise et bâtie sur le mensonge ne dure que le temps d'un battement d'ailes. Il faut dire toute la vérité, sans détours et dénis. Et cette vérité ne convient pas aux prédateurs. » – Candace G..

PAR JEAN-PIERRE MBELU

La rencontre entre les présidents Poutine et Trump, hier (vendredi 15 août), en Alaska est historique. Trois heures de tête-à-tête entre les deux présidents (et leurs délégations) de deux grandes puissances du monde. Le sujet : une guerre menée par procuration.

Débat approfondi

Deux délégations ont débattu de manière approfondie au sujet de cette guerre et de leur histoire partagée. Le président américain en témoigne : « Nous avons passé près de trois heures ensemble, la discussion a été très approfondie (...) Nous sommes tombés d'accord sur de nombreux points. Il n'en reste plus que quelques-uns (...) » Bien que sa versatilité puisse nous réserver des surprises, ce témoignage ne souffre d'aucune ambiguïté. Qui a-t-il eu en face ? Les ours.

En fait, « les ours savent une chose que les autres veulent tous oublier : une paix fragile et ténue promise et bâtie sur le mensonge ne

dure que le temps d'un battement d'ailes. Il faut dire toute la vérité, sans détours et dénis. Et cette vérité ne convient pas aux prédateurs », comme le soutient Candace G, un militaire russe au front. Cette chose que les ours savent et que les autres veulent tous oublier s'inscrit dans la même logique que celle de la connaissance de soi et de son ennemi telle qu'elle est enseignée par Sun Tzu lorsqu'il enseigne : « Connais ton ennemi et connais-toi toi-même; eussiez-vous cent guerres à soutenir, cent fois vous serez victorieux. Si tu ignores ton ennemi et que tu te connais toi-même, tes chances de perdre et de gagner seront égales. Si tu ignores à la fois ton ennemi et toi-même, tu ne compteras tes combats que par tes défaites. »

Les ours se connaissent et connaissent leur histoire

Les ours connaissent leur histoire. Ils en ont la maîtrise. Ils connaissent leur ennemi et l'histoire de leurs coalitions et de leurs

“ 2 grandes puissances du monde et 2 Etats souverains ont, au travers de leurs présidents, accepté de créer des ponts afin de rendre le monde un peu plus sûr.

victoires communes. Les ours savent que la fin des guerres menées par procuration ne se négocie pas avec les pantins et les marionnettes. Ils savent aussi que négocier avec les acteurs des coulisses nécessitent l'imposition d'un certain rapport de force. Celui-ci permet de transmuter les rapports antagonistiques en rapports agoniques et de rendre le dialogue possible. Le reste n'est que dystopie. Et la dystopie est un naufrage.

Sans préjuger de la suite de l'événement d'Alaska d'hier, il y a lieu de mentionner que le monde a profondément changé depuis ce 15 août 2025 : deux grandes puissances du monde et deux Etats souverains ont, au travers de leurs présidents, accepté de créer des ponts afin de rendre le monde un peu plus sûr.

La lecture kongolaise de cet acte historique ?

Quelle lecture les compatriotes kongolais font-ils de cet acte historique après moult accords signés avec le pantin rwandais ? Finiront-ils par comprendre que les accords signés avec « les hommes androïdes » ne servent absolument à rien.

Pourquoi ? Les pantins ne sont pas des acteurs historiques et politiques. Ils ne sont que des garçons de course. Les Kongolais finiront-ils par comprendre la véritable marche du monde ? C'est possible...Ils ont des yeux, ils devraient, en principe, voir...

Oui, « une paix fragile et ténue promise et bâtie sur le mensonge ne dure que le temps d'un battement d'ailes. Et que la fin des guerres par procuration se négocie avec les acteurs majeurs et non avec leurs pantins. Encore faudrait-il que l'un des acteurs majeurs brise les reins de l'autre. Dès que cela se produit, les acteurs majeurs peuvent penser à se rencontrer en ignorant les pantins.

Trump et le cache-misère d'une **défaite** stratégique



Pourquoi transforme-t-on, ou bien présente-t-on, la défaite de l'Occident, piloté par les États-Unis, en une victoire qui n'en est pas une ?

PAR MUFONCOL TSHIYOYO

Il s'agit bel et bien d'un échec en Ukraine, puisque Washington et ses alliés ont échoué à faire taire la Russie. Pourtant, le récit dominant tente de maquiller cette réalité : Donald Trump apparaît déjà, à travers l'image des États-Unis, comme un pacificateur, comme un sauveur. Mais cette pacification,

ou ce qui se donne comme telle, cache mal le résultat d'une défaite.

Même si la presse occidentale et certains commentateurs se réjouissent de voir la guerre en Ukraine s'achever par une paix, qu'elle soit négociée ou imposée, cette paix demeure une paix arrachée sous la contrainte.

Parce qu'elle n'est pas le fruit d'une victoire occidentale, mais l'aveu implicite de son incapacité à triompher. Alors, de qui se moque-t-on, sinon de l'opinion publique mondiale ?

La défaite américaine et occidentale wqui ne dit pas son nom

L'Occident est aujourd'hui pris dans un paradoxe : il a échoué à plier la Russie, mais il ne peut pas, en tant qu'Empire, se permettre

de reconnaître l'échec. Reconnaître, c'est se dépouiller soi-même de son aura : un empire vit de prestige autant que de puissance brute. L'aveu de défaite serait pire que la défaite elle-même, car il ferait entrer l'Occident dans le cercle visible des puissances déchues.

Ce que nous voyons n'est donc pas la réalité, mais son reflet trafiqué.

- Le fiasco militaire devient « paix ».
- L'impuissance devient « sagesse ».
- La Russie qui résiste devient « Russie qui se fatigue ».
- Et le sauveur autoproclamé (Trump ou tout autre) endosse le rôle du magicien de la sortie honorable, alors qu'il ne fait que gérer une retraite maquillée.

C'est comme un joueur de poker qui a perdu sa main, mais qui, en abattant ses cartes, se met à sourire largement : ce n'est plus la partie qui compte, mais l'image qu'il laisse aux autres autour de la table.

L'illusion du pacificateur

Les empires ne meurent jamais tout à fait de leur défaite brute. Ils meurent de leur incapacité à transformer la défaite en récit utile. Rome, après certaines humiliations militaires, inventait des triomphes fictifs. La France, en 1940, parlait d'« armistice » et non de capitulation. Les États-Unis, aujourd'hui, baptisent « pacification » ce qui n'est qu'un renoncement. La métamorphose rhétorique est une arme de survie : elle permet de continuer à régner sur les imaginaires, même quand on a perdu sur le terrain.

Donald Trump, ou tout autre visage mis en avant, n'est pas le héros qui apporte la paix : il est le cache-misère d'une défaite stratégique. La paix, dans ce cas, est une fiction performative : on l'annonce pour faire oublier que le rapport de force a déjà basculé. C'est comme un rideau de théâtre qui tombe au mauvais moment, mais que l'on applaudit quand même parce qu'on veut croire que c'était prévu ainsi.

La vraie question n'est donc pas « qui a gagné? », mais « qui raconte l'histoire de la victoire? ».

L'Occident, piloté par les USA, continue de jouer son rôle favori : celui de l'illusionniste. Il échoue sur scène, mais il sait détourner les regards. Il transforme la défaite en illusion d'ordre retrouvé.

Mais attention : le spectateur d'aujourd'hui n'est plus naïf. La Chine, l'Inde, l'Afrique, le monde arabe, tous voient l'illusion. Et une fois que l'illusion est perçue, le magicien n'a plus de pouvoir.

La complaisance des vainqueurs

La paix qui s'annonce n'est pas une victoire, mais une capitulation déguisée. C'est le triomphe du récit sur les faits, le camouflage de la faiblesse derrière un sourire diplomatique.

La véritable défaite de l'Occident n'est pas seulement militaire : elle est narrative. Car l'histoire, désormais, ne se raconte plus seulement à Washington ou Bruxelles : elle se raconte aussi à Moscou, Pékin, Téhéran, Pretoria, à Ouagadougou, à Bamako, à Niamey.

Ce qui est peut-être le plus grave encore, c'est que la Russie et la Chine, au lieu d'asséner la vérité nue, présentent-elles aussi cette défaite américaine comme une victoire pour la paix. Elles enveloppent l'échec de Donald Trump et de l'Occident dans le voile rassurant d'un « règlement négocié », préférant la diplomatie de la pudeur à la brutalité du constat.

Ce choix est compréhensible : humilier l'Occident ouvertement serait attiser sa fureur et le pousser à des aventures plus destructrices encore. Mais en refusant de nommer la défaite, elles offrent paradoxalement à Washington la possibilité de se réinventer. Trump, qui devrait être marqué comme le cache-misère d'un échec impérial, peut ainsi rejouer le rôle du pacificateur.

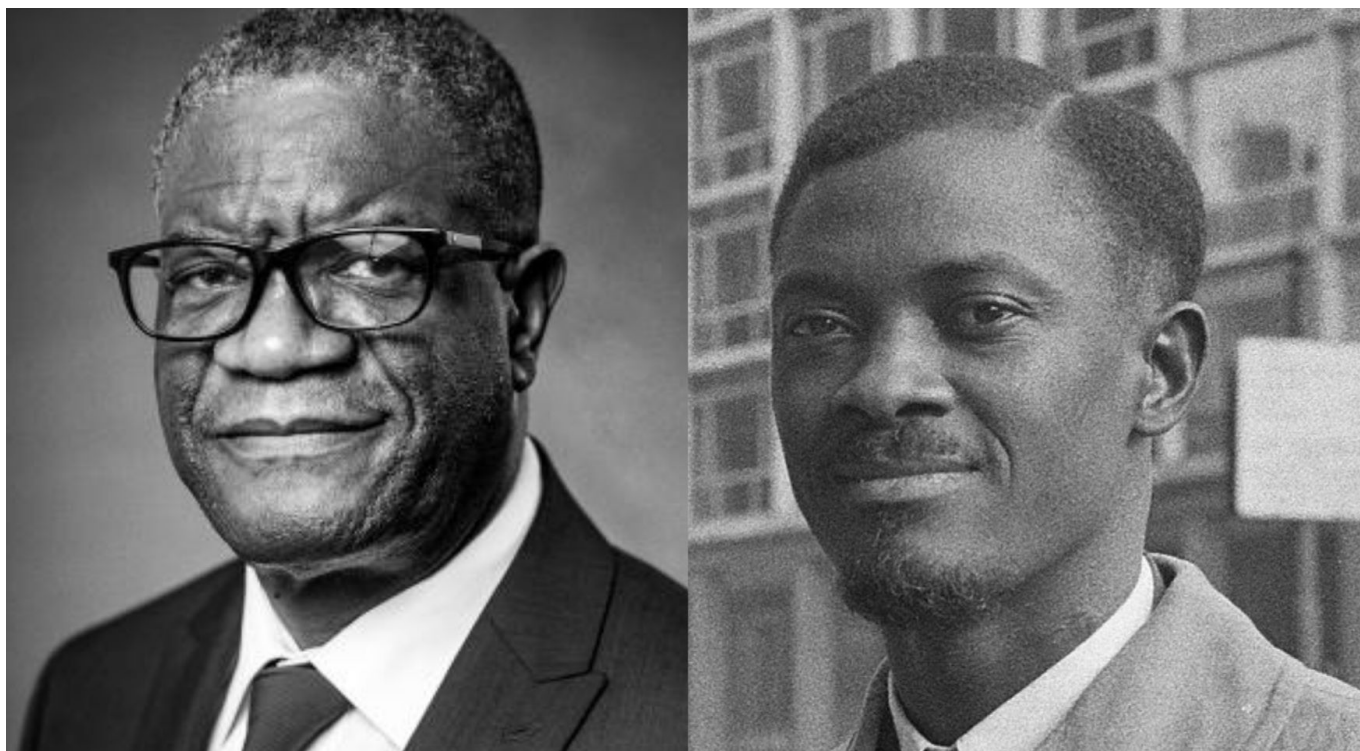
Là où Moscou et Pékin parlent en stratèges prudents, j'ai choisi de parler en démystificateur. Car tant qu'on ne démasque pas le vaincu, il se rêve toujours en vainqueur. Un empire qu'on ne dénonce pas comme déchu se relève toujours, maquillé, pour réclamer des honneurs qu'il ne mérite plus. Ne pas nommer la défaite de l'Occident, c'est lui tendre le miroir où il continue de se regarder en maître du monde.

Quant à moi, je refuse la gloire facile des messianismes, qu'ils viennent de l'Occident ou de ses rivaux. Je n'appartiens à aucun chœur, ma voix ne s'achète pas. Je n'attends ni sauveur ni maître.

Je suis moi, libre et irréductible.

“

Un empire qu'on ne dénonce pas comme déchu se relève toujours, maquillé, pour réclamer des honneurs qu'il ne mérite plus. Ne pas nommer la défaite de l'Occident, c'est lui tendre le miroir où il continue de se regarder en maître du monde. [...] Donald Trump, ou tout autre visage mis en avant, n'est pas le héros qui apporte la paix : il est le cache-misère d'une défaite stratégique. La paix, dans ce cas, est une fiction performative : on l'annonce pour faire oublier que le rapport de force a déjà basculé.



Sommes-nous à la recherche d'un combattant heureux?

Dans l'histoire politique congolaise, une figure revient avec persistance : celle du combattant. Mais cette figure se décline en plusieurs visages. Il y a le combattant indigné, le combattant mythique, le combattant joyeux, et parfois, plus rarement, le combattant grave dont la dignité tient lieu de sourire. Le Congo a traversé ces archétypes tour à tour, sans jamais parvenir à retrouver la synthèse lumineuse incarnée par Patrice Lumumba.

PAR BÉNÉDICTE KUMBI NDJOKO

Lumumba demeure en effet l'exemple inaugural et indépassé du combattant heureux. Ses discours étaient pleins de feu, mais son visage, lui, restait souvent ouvert, chaleureux, presque joueur. Il avait cette capacité unique de mener une bataille politique comme on avance vers une promesse : avec joie. Ce mélange rare de gravité historique et de vitalité personnelle produit encore aujourd'hui un effet magnétique, surtout hors du Congo, où sa silhouette souriante est devenue le symbole d'un combat juste assumé avec enthousiasme. Lumumba incarne ce que d'autres peuples ont célébré chez Gavroche ou dans les premiers récits politiques américains : le combat

n'est pas seulement une épreuve, c'est un élan.

Artifice, résistance & absurdité

Après sa mort, avec Mobutu, la joie devient artifice. Lui aussi savait sourire, mais ce sourire était calcul, masque, arme. La toque en léopard symbolisait la puissance, le rire séduisant effaçait les griffes, et la théâtralité devenait gouvernement. Mobutu a compris avant tout le monde que le Congo n'avait pas seulement besoin d'un chef, mais d'un spectacle. C'est ainsi qu'il a prolongé son règne : en donnant au peuple l'impression que même la violence pouvait être enveloppée dans une forme de légèreté.

Cette légèreté n'était pas celle de Lumumba ; c'était une mise en scène du pouvoir absolu.

À l'opposé de cet usage cynique de la jovialité, Étienne Tshisekedi développa un rapport presque ascétique au combat politique. Son visage fermé, ses colères, sa verticalité faisaient de lui un combattant, certes, mais jamais un combattant heureux. La joie venait d'ailleurs, de ses militants, souvent enfermés dans des dynamiques tribales, et non de lui. Chez Tshisekedi père, le combat n'était pas fête, il voulait qu'il soit traduit en résistance.

Avec Félix Tshisekedi, la politique congolaise bascule dans un rire d'un autre genre. Ce rire, souvent involontaire, ne relève ni de la joie ni de l'autorité bienveillante ; il provient de l'absurdité du pouvoir et de l'audace avec laquelle il contredit le réel. Ce rire-là fait parfois rire les Congolais, mais c'est un rire de survie, presque de défi. D'ailleurs, si Félix incarne un combattant heureux, ce n'est que pour sa base la plus tribalement engagée. Pour le reste du pays, il est perçu comme le reflet d'un monde où l'absurde a

remplacé le sens. Ce rire-là n'ouvre pas d'horizon ; il commente le chaos.

Un combattant grave

Dans cet interstice, Martin Fayulu a représenté un moment rare : une joie politique authentique. Durant la campagne de 2018, il a fait renaître un souffle. Son énergie, son sourire, son engagement, sa façon de baisser la terre congolaise, à Beni particulièrement, donnaient aux Congolais une impression d'élévation. Même si ses analyses des rapports du Congo avec l'Occident restaient prisonnières d'une certaine verticalité héritée, à cet instant, il a su redonner au peuple un sentiment d'élan. Ce fut bref, mais cela a rappelé que la joie pouvait encore surgir du politique, malgré tout.

Si l'on se tourne du côté de la société civile, un autre espace avait incarné cette vitalité : la LUCHA. À ses débuts, le mouvement citoyen portait une énergie juvénile qui a beaucoup séduit. Mais la mort de Luc Nkulula a marqué la fin de cette phase lumineuse. Le mouvement s'est institutionnalisé, s'est rationalisé, avec des figures qui semblaient plus intéressées par les réseaux de pouvoir que par la libération du Congo.

C'est précisément dans ce paysage, où la joie se perd et l'indignation tourne à vide, qu'émerge une autre figure, indispensable mais trop souvent incomprise : le Dr Denis Mukwege. Mukwege c'est un combattant grave. Son sourire est là, lorsqu'il porte un enfant, qu'il entoure de ses bras une maman Congolaise, mais qui apparaît absent aux yeux de beaucoup de Congolais, parce que son combat est immense. Il porte une éthique lourde, une hauteur morale qui dépasse de loin les logiques tribales ou le théâtre politique. Il parle de justice quand le pays lui demande distraction ; il parle de vérité quand le

pouvoir préfère la confusion ; il parle de dignité humaine quand la société est happée par l'abrutissement organisé. Son combat s'inscrit dans le réel et dans la chair, non dans la rhétorique ou les postures.

Unir la joie de Lumumba à la gravité de Mukwege

Mukwege dérange parce qu'il ne joue pas. Il refuse l'ingénierie sociale qui entretient le peuple dans la bêtise et la diversion. Il ne danse pas pour plaire. Il ne rit pas pour masquer. Il n'invoque pas la joie pour attirer. Il incarne une autre forme de lumière : celle d'une droiture sans spectacle. Il rappelle à une société désorientée que le combat peut être noble même si le sourire est timide, qu'il peut être salvateur même s'il est grave, qu'il peut être juste même quand il est impopulaire. En cela, il est peut-être la figure morale la plus importante de ce moment congolais, non pas parce qu'il ressemble à Lumumba, mais parce qu'il représente ce que Lumumba aurait peut-être voulu voir naître : un leader dont l'éthique est non négociable.

Aujourd'hui, en traversant l'histoire politique congolaise, une évidence se dessine : il manque un héritier de la joie combattante. Le Congo oscille entre la colère, le cynisme, la mise en scène, la résistance, la gravité morale, mais aucun leader n'a encore réussi à réunifier ces dimensions dans une figure qui inspire, élève et rassemble.

Lumumba avait montré qu'un combat pouvait être lumineux. Mukwege montre qu'un combat peut être moralement nécessaire. Entre les deux, la politique congolaise cherche encore son équilibre, celui qui permettrait de transformer la dignité en espérance, et l'espérance en joie collective.

Le Congo attend toujours son prochain combattant heureux, peut-être celui qui saura unir la joie de Lumumba à la gravité de Mukwege.

“

Mobutu a compris avant tout le monde que le Congo n'avait pas seulement besoin d'un chef, mais d'un spectacle. Lumumba avait montré qu'un combat pouvait être lumineux. Mukwege montre qu'un combat peut être moralement nécessaire. Entre les deux, la politique congolaise cherche encore son équilibre, celui qui permettrait de transformer la dignité en espérance, et l'espérance en joie collective.



Tuer les innocents pour forcer le **dialogue**. Les politicards congolais et la culture de la mort

« L'une des premières manifestations du déclin d'un empire ou d'une civilisation est la détérioration de ses capacités cognitives et de ses dirigeants, qui s'accompagne d'une dégradation physique et morale. »

– Greg Simons

PAR JEAN-PIERRE MBELU

Les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication facilitent l'accès à certaines prises de parole publique donnant à penser. Un jour, sur X, un compatriote impliqué dans le perpétuel « génocide » congolais à l'Est du pays pose cette question : « Tshilombo (Tshisekedi) veut qu'il y ait combien de morts pour qu'il accepte le dialogue. »

Les innocents ne sont pas tués par manque de dialogue

Tuer des innocents pour forcer le dialogue avec les gouvernants en place me semble être une absurdité. Pourquoi ? Le dialogue est un processus rationnel et raisonnable. Tuer délibérément des innocents trahit la défaite de la raison. Aussi, le dialogue est-il un engagement éthique encadré par quelques

interdits. Ne pas tuer en est un. Violer en conscience cet interdit et exiger le dialogue est un non-sens. Ce viol est le produit d'une violence diabolique ayant perverti les relations intersubjectives. Ses auteurs doivent, en principe, être traduits devant les cours et tribunaux. Le dialogue en tant que processus éthique est nécessaire là où les humains vivent les uns avec les autres. Ils peuvent entrer en conflit. Et lorsque ce conflit est non-meurtrier ou meurtrier involontairement, le dialogue peut être un appel au secours afin d'aider les protagonistes à pouvoir trouver un consensus rendant possible le bien-vivre-ensemble. Même si ce consensus peut être provisoire. Dans cet ordre d'idées, le dialogue (ou la palabre) peut être un lieu où le choc des idées peut faire jaillir la lumière éclairant ses protagonistes. Encore faudrait-il qu'ils se considèrent comme des adversaires et

non pas comme des ennemis devant à tout prix se combattre jusqu'à la mort. Le cas du Kongo-Kinshasa étonne à plus d'un titre. Le compatriote susmentionné a bien identifié son interlocuteur, Tshisekedi. Pourquoi estime-t-il que les innocents doivent payer le prix de sa quête du dialogue avec un interlocuteur institutionnel bien identifié ?

Sans une bonne connaissance de l'histoire de la guerre de prédation et de basse intensité imposée au Kongo-Kinshasa depuis les années 1990, on peut croire à cette absurdité. Depuis plus de trente ans, les innocents ne sont pas tués parce qu'il n'y a pas eu de dialogue. Non. Les proxys des acteurs majeurs ayant orchestré cette guerre veulent exterminer les Kongolais(es) et s'emparer de leurs terres. Ils tiennent à tuer toute une culture : la culture légendaire de la protection des terres, de l'accueil et de la générosité dont les Kongolais(es) ont toujours témoigné. Ils veulent substituer à cette culture celle de la mort et de la guerre perpétuelle. Le piège est là. Plusieurs compatriotes y ont tombé. Ils pensent que rendre au Kongo sa grandeur, c'est opter pour la culture de la mort.

“

Un grand mouvement souverainiste capable de peser et de renverser les rapports de force imposés par les compradores et les mercenaires au service du grand Capital devrait se mettre en place.

Culture de la mort et éthique du dialogue

Et puis, à quoi sert cette culture de la mort ? A rien. Provisoirement, à assouvir l'instinct de domination et d'acquisition frauduleuse des richesses, à avoir accès aux honneurs liés au pouvoir mondain et à l'hédonisme consumériste. Finalement ce culte de la mort, cette thanatophilie, est une idolâtrie, une simple adoration de Mammon au cœur d'une hégémonie capitaliste dominante. En tant que tel, ce culte envoûte. Il détruit les vies. Il détruit dans ses adeptes aux égos surdimensionnés toute capacité de penser et de sentir. Nihiliste, ce culte induisant la mégalomanie est autodestructeur. Simplement parce que le mal qu'il impose à la société a un effet de boomerang.

Donc, adeptes de la thanatophilie, ces compatriotes envoûtés par « la sorcellerie capitaliste » mentent en soutenant que le dialogue pourrait mettre fin à leur obsession. Encore une fois, ils violent une autre règle d'éthique dialogale : ne pas mentir. Enrichis frauduleusement après plusieurs dialogues ayant permis l'infiltration des institutions kongolaises par leurs copains mercenaires et compradores, ils utilisent leur argent pour alimenter la guerre perpétuelle au pays et « le génocide » des innocents. Ils l'utilisent aussi pour contrôler les cœurs et les esprits des populations kongolaises en achetant des journalistes, des communicateurs et des influenceurs des réseaux sociaux. Ce faisant, ils violent une autre règle d'éthique dialogale : celle de l'inceste (entendu comme manipulation de l'autre). Donc, ils veulent aller au dialogue en violant les interdits pouvant contribuer à sa réussite. Ils détruisent, par leur façon de faire et d'être, les fondements du dialogue. En principe, avec eux, ce dialogue est sans objet. Il participe tout simplement de la stratégie à laquelle leur mentor des mille collines a toujours eu lieu : le talk and fight. Quelle est sa fin ? Conquérir les terres kongolaises, dominer les Kongolais(es) et les assujettir au profit de la construction d'un « l'empire Hima tutsi » et du « capitalisme de la finitude.

L'échec de la décolonisation ?

Cette culture de la mort prospère dans un contexte où la politique est considérée comme étant sale. Oui. Il n'est pas rare d'entendre des

compatriotes politicards impliqués dans la guerre perpétuelle de prédation et de basse intensité dont souffre le pays soutenir que la politique est sale. Pour eux, il est le lieu des combines frauduleuses, de gabegie financière, des coups bas, de la culture de la mort. Qui leur a appris ça ? Qui leur a appris à salir la politique ou la gestion du « bukalonge » (le pouvoir) ? Comment en sont-ils venus à oublier la tradition du pouvoir africain magnifiant les qualités éthiques et morales du chef et de ses notables ? L'école, l'église et l'université modernes auraient-elles tué en ces politicards ce que nos ancêtres aimaient et conservaient avec soin et à juste titre, comme s'en inquiétait la Grande Royale dans « L'aventure ambiguë » de Cheikh Hamidou Kane ?

C'est vrai. Il y a quelque chose de sali dans l'approche que plusieurs politicards kongolais ont de la politique. Cela contribue à le pervertir. C'est peut-être une tare que le pays traîne depuis l'assassinat de Lumumba. Cet acte a signé, entre autres, l'échec de la décolonisation du pays. Les multinationales impliquées dans la colonisation économico-politique du pays n'ont jamais voulu qu'il y ait de différence entre l'avant et l'après indépendance. Elles ont orchestré la violence quelques semaines après la proclamation officielle de l'indépendance politique avec l'aide de leurs services d'intelligence. Les traîtres et les corrompus kongolais leur ont aussi facilité la tâche. Cette violence s'est inscrite dans l'inconscient politique kongolais jusqu'à ce jour. Il en va de même de la trahison et de la corruption. Cette violence n'a pas été que physique. Elle a aussi été morale et culturelle. Elle s'est, petit à petit, imposée sous forme d'une hégémonie culturelle disqualifiant les us et coutumes du pouvoir traditionnel. Elle fut une stratégie de conquête, de contrôle et de soumission des cœurs et des esprits par les ennemis internes, externes et les mercenaires au service du « capitalisme honteux et dégradant », comme dirait Patrice Lumumba.

Des issues possibles

Ceci étant, y a-t-il des issues possibles ? Ces jours-ci, face au danger permanent d'implosion et de balkanisation du pays, des compatriotes kongolais faisant montre

de beaucoup de bon sens estiment qu'il est temps de rompre avec la politique du diviser pour régner telle qu'elle est pratiquée par les partis politiques dits de la majorité et de l'opposition. Un grand mouvement souverainiste (ou une coalition de minorités éveillées) capable de peser et de renverser les rapports de force imposés par les compradores et les mercenaires au service du grand Capital devrait se mettre en place.

Il serait le fruit de l'interconnexion des collectifs citoyens ayant une bonne maîtrise de la technologie, de l'histoire, de la géopolitique, de la géoéconomie et de la géostratégie ; épris de la palabre et produisant de l'intelligence collective en leur sein. Cette unification respectueuse de la diversité et du conflit non-meurtrier peut se faire autour de certaines figures citoyennes et patriotiques ayant réfléchi de manière originale sur la question kongolaise et attachées à la problématique de la justice transitionnelle.

Ce mouvement, riche de sa diversité et consciente des rapports de force à convertir en rapports agoniques s'inscrirait dans la dynamique du monde multipolaire et des pays attachés au traditionalisme héroïque pour une sécurité collective et une coopération gagnant-gagnant. Il s'attacherait à faire du pays un membre actif de grands regroupements africains sous-régionaux et mondiaux souverainistes en vue d'éviter son esseulement sur le chemin qui mène à la multipolarité.

Le monde n'est plus ni bipolaire, ni unipolaire. La rencontre de Trump et de Poutine en Alaska a signé « officiellement », au niveau international, la fin de tout un ordre mondial né après la chute du monde de Berlin en 1989. Le savoir et agir en connaissance de cause est salutaire pour la suite des événements mondiaux. Même si l'Etat profond mondialiste n'a pas encore dit son dernier mot...



Le narratif sur le **mythe** de la toute puissance rwandaise

« Le mot de l'historien grec Polybe aurait dû être un sujet à méditation : aucune civilisation ne cède à une agression extérieure si elle n'a pas d'abord développé un mal qui l'a rongée de l'intérieur. » Philippe De Villiers
« Tshishi tshidiadia lukunde, ntshidi munda mua lukunde. » Proverbe Luba

PAR JEAN-PIERRE MBELU

Depuis quelques deux ou trois ans, un narratif sur la toute-puissance rwandaise est en train de s'imposer officiellement. Les autres proxys intervenant dans la guerre par procuration dont souffre le Kongo-Kinshasa depuis plusieurs décennies et ses acteurs majeurs ne sont presque plus cités. L'étau se resserre sur le Rwanda comme si cette guerre n'était pas de basse intensité. Ce narratif est en train de tordre la perception de la réalité congolaise. Quels objectifs pourrait-il servir ? Pourquoi ses créateurs font-ils comme s'ils inventaient la roue au sujet de cette guerre ? Auraient-ils comme mission d'effacer la mémoire historique du pays ? De ses derniers trente ans ?

Malheureusement, les masses populaires applaudissent et donnent la preuve des dégâts intérieurs que peut causer une

guerre d'usure. Cet article questionne la subversion de la perception causée par « le nouveau narratif » et essaie d'émettre certaines hypothèses pour le comprendre. Il a une ambition : inviter le Kongo-Kinshasa à éviter l'éternel recommencement de l'histoire et à sortir du cercle vicieux où il est en train de s'enfermer par manque de courage, d'intelligence et de pensée politiques.

Des livres et des témoins

Comme toutes les guerres, celle orchestrée par procuration contre le Kongo-Kinshasa fut précédée par un récit déshumanisant les Kongolais : buveurs de bière, adorateurs de Mammon et coureurs de jupons. Cette déshumanisation servait une cause : se débarrasser de ces « non-personnes »

et s'emparer de leurs terres. Cet objectif participait de la politique étrangère de « l'empire de l'intelligence » au « destin manifeste » et de ses alliés. Et cette politique étrangère était et est encore au service de la corporatocratie. Au début de cette guerre raciste de prédation et de basse intensité, les acteurs majeurs étaient connus et nommés. L'un des Kongolais qui en savait un peu plus, Mgr Munzihirwa, prit le courage d'écrire au Président américain, Jimmy Carter, pour lui partager les preuves de la participation de son pays dans la tragédie congolaise. Après son assassinat, l'envoyée spéciale de Bill Clinton dans les Grands Lacs, Cynthia McKinney, a écrit à son chef pour exprimer son indignation après avoir constaté que son pays jouait un rôle majeur aux côtés des forces rwandaises. Donc, au début de cette guerre de basse intensité, il était plus que clair qu'il s'agissait d'une guerre par procuration au cours de laquelle le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi jouaient simplement le rôle de proxys. Même s'ils en profitaient pour faire avancer leur projet de la mise sur pied de l'empire Hima Tutsi. Plusieurs témoins et plusieurs livres donnaient des détails sur cette guerre et sur les difficultés rencontrées par ceux et celles ayant voulu que la justice soit rendue à toutes les victimes.

Un narratif biaisé et dystopique

Petit à petit, certains gouvernants congolais ont commencé à créer un narratif prenant une certaine distance de la documentation et des archives pour fabriquer le mythe de la toute-puissante du petit pays de mille collines et de son Président.

Il y a eu, dans leur chef, comme une certaine volonté d'ignorer l'histoire documentée de cette guerre en vue de n'avoir dans leur ligne de mire que Paul Kagame et le Rwanda. Ce narratif biaisé et dystopique a plongé des pans entiers des populations congolaises dans l'ignorance de l'histoire de cette guerre et dans l'amnésie. Ce narratif s'attaque à la perception de la réalité afin de reconduire les alliances avec « les partenaires classiques » du Kongo.

Ce narratif intervient une trentaine d'années après le début de la guerre. Il est proposé aux populations épuisées par une guerre d'usure et dont le seul souhait serait qu'elle prenne

fin. A n'importe quel prix. Et c'est ici que le bât blesse. Fragilisées intérieurement, ces populations sont facilement réceptives à ce narratif dystopique transmis par les médias du « pouvoir ».

Cette réceptivité rappelle que sur le temps long, des populations soumises, de près ou de loin, aux affres de la guerre peuvent être facilement manipulables par « les idiots utiles » du système de la descente de leur pays aux enfers.

A quoi servirait le mythe ?

Victimes du narratif dystopique, les populations kongolaises peuvent applaudir les acteurs majeurs de la guerre imposée à leur pays et les accueillir comme des « sauveurs ». Pour elles, « la politique est dynamique ». Curieusement, la subversion de leur perception de la réalité les a conduits à la perte de toute lucidité et de tout discernement au moment où le monde est en train de basculer. Au moment où Mobutu Nzanga vient révéler, au micro de la radio Top Congo, qui avait « poignardé son père dans le dos » après tous les services rendus au cours de « la guerre froide ». L'histoire serait-il, au Kongo-Kinshasa, un éternel recommencement ? Ou nous réserve-t-elle des surprises ? La subversion de la perception de la réalité kongolaise partagée par les narrateurs du mythe rwandais et les masses populaires soulèvent des doutes quant à la réponse à la dernière question.

A quoi servirait, dans ce contexte, le mythe de la toute-puissance rwandaise ? A ignorer ses méthodes (dont le mensonge, l'infiltration et la corruption des traîtres kongolais) et à semer le doute au sujet du patriotisme dont font montre plusieurs kongolais attachés à leurs terres. A faire cacher les réels soutiens anglo-saxons et mondialistes de Paul Kagame. A s'en approcher. A les « innocenter » sans procès en vue d'un partenariat attentatoire à la souveraineté nationale.

En principe, tous, Kagame compris, devraient répondre du « génocide kongolais ». Déplorer ce « génocide » et reconduire « le partenariat » avec les acteurs majeurs de la guerre l'ayant produit, n'est-ce pas incohérent ? Le comble est que les narrateurs officiels du mythe rwandais s'engouffrent davantage dans le système « sorcier » ayant engendré ce

« génocide ». Pathétique !

Le mythe de la toute-puissance du Rwanda servirait la politique du « ôte-toi de là que je m'y mette », dans un monde en plein basculement, sans un ordre juridique contraignant. Quel gâchis ? Pourquoi s'enfermer dans un cercle si vicieux au moment où le Sud est en train de réinventer le monde et de mettre à nu l'impuissance de la puissance de l'hégémonie anglo-américaine ?

Des pays du Sud et le cercle vertueux

Des pays du Sud créent des cercles vertueux en protégeant leur souveraineté et en nouant des alliances stratégiques garantissant la sécurité mutuelle. Malgré les embûches. Donc, c'est possible de sortir du cercle vicieux. C'est une question de courage politique. Mais aussi d'intelligence et de pensée politique. Malheureusement, certaines « élites politiques » kongolaises, narratrices du mythe rwandais sont un ver dans le fruit kongo. Elles sont complices du système. Elles rejettent les livres et les revues. Le responsable français d'Omerta ayant tourné un documentaire sur « les mines du sang » en sait quelque chose. Certaines de ces « élites politiques » refusent de lire et d'apprendre de manière continue.

Nous ne dirons jamais assez. La guerre raciste de prédation (et le génocide qu'elle a généré au Kongo-Kinshasa) est très bien documentée. Ses acteurs majeurs et ses acteurs apparents sont connus et cités dans plusieurs documents et livres. Des témoins oculaires de la tragédie kongolaise sont encore en vie. Ils peuvent corriger le narratif du mythe de la toute-puissance rwandaise pour honorer la mémoire historique kongolaise. Les narrateurs de ce mythe qui s'imaginent pouvoir tirer profit du « partenariat classique » avec « les faiseurs de Mobutu » devraient méditer cette leçon de Frantz Fanon : « Notre tort à nous, Africains, écrit Frantz Fanon, est d'avoir oublié que l'ennemi ne recule jamais sincèrement. Il ne comprend jamais. Il capitule, mais ne se convertit pas. »

Les élites résilientes, résistantes et survivantes (à la wazalendo) ont du pain sur la planche : le réarmement moral, culturel, spirituel et intellectuel des populations kongolaises fatiguées par la guerre d'usure et prêtes à se vendre au plus offrant.

“

La guerre raciste de prédation est très bien documentée. Ses acteurs majeurs et ses acteurs apparents sont connus et cités dans plusieurs documents et livres. Des témoins oculaires de la tragédie kongolaise sont encore en vie... Les narrateurs de ce mythe qui s'imaginent pouvoir tirer profit du « partenariat classique » avec « les faiseurs de Mobutu » devraient méditer cette leçon de Frantz Fanon : « Notre tort à nous, Africains, écrit Frantz Fanon, est d'avoir oublié que l'ennemi ne recule jamais sincèrement. Il ne comprend jamais. Il capitule, mais ne se convertit pas. »



Sun City Il ne repassera pas...

Le Congo n'a pas besoin d'un autre Sun City. Il a besoin d'un sursaut d'orgueil national D'un refus organique. D'une lucidité stratégique.

PAR MUFONCOL TSHIYOYO

Le Congo n'a pas besoin d'un remake diplomatique. Il a besoin d'une rupture historique. Et cette rupture ne viendra ni de Pretoria, ni de New York, ni de Paris. Elle doit venir d'ici.

Un théâtre déjà vu

Nous avons compris la manœuvre. Derrière les mots apaisants de la diplomatie, les mêmes mains s'activent. Celles qui ont scellé nos silences. Celles qui ont signé pour nous. Et pendant que l'on nous parle de dialogue, c'est une camisole qui se tisse, fil après fil.

Sun City revient. Pas dans les slogans, mais dans les schémas. Avec les mêmes visages, les mêmes parrains, les mêmes promesses d'une paix qui n'engage que les désarmés. Avec Thabo Mbeki en chef d'orchestre — ce même Mbeki qui, jadis, supervisa un processus bâclé, pensé pour refermer la plaie plutôt que la soigner.

Ce n'était pas un accord. C'était un marché. Un troc entre puissances, avec le Congo comme lot de consolation. Et nous voilà à

nouveau conviés au théâtre. Mais cette fois, les « spectateurs » ne sont plus dupes : nous avons la mémoire.

La méthode anglo-saxonne

Pourquoi cela se répète-t-il ? Parce que chez nous, nous avons plus de diplômés en géopolitique, en philosophie, en économie, en droit... mais combien ont pris le temps d'étudier à fond les autres peuples ? Peu. Très peu. Nous ignorons l'Anglo-Saxon, le Français, le Belge — surtout quand il s'agit de les affronter sur leur propre terrain.

Les Anglo-Saxons, eux, n'ont jamais négligé cet art. Ils ont investi des siècles à comprendre les peuples destinés à la domination. Les Russes ont suivi cette voie : ils ont étudié l'Anglo-Saxon en profondeur, disséquant son fonctionnement, ses obsessions, ses méthodes.

Le professeur russe Andrei Fursov nous éclaire :

« Les Anglo-Saxons sont des joueurs de billard au niveau mondial. Ils agissent par

chaos orchestré [...], ils travaillent selon le principe de tirer simultanément plusieurs balles d'un coup. Premièrement, cela ne fait pas partie de leurs traditions de lâcher prise après avoir planté leurs crocs dans une proie comme un pitbull. Ils feront pression à fond jusqu'à ce qu'ils aient imposé leur projet ou jusqu'à ce que l'adversaire leur brise les reins » (Interview de Fursov publiée le 9 août 2012 dans KP.ru.)

Voilà pourquoi Mbeki revient aujourd'hui sur le dossier inachevé du Congo. Ce n'est pas un hasard. C'est une pièce replacée sur l'échiquier, une bille relancée dans le billard mondial anglo-saxon. Mbeki n'est pas un arbitre, mais un exécutant. Un agent de service. Un nègre de service à qui l'on confie de nouveau la tâche de contenir le Congo, non de le libérer. Pendant qu'il promet et qu'il sourit, le piège se referme.

Le prix de la naïveté

Ceux qui s'aventurent dans les salons de Sun City en croyant y trouver une issue ignorent le prix qu'ils font payer à leur peuple. À chaque fois, c'est la même histoire : un accord qui promet la paix, et derrière, une guerre qui continue sous d'autres formes.

On nous a vendu des illusions en 1960, et Lumumba en a été la victime expiatoire.

On nous a vendu des illusions en 2001, et Laurent-Désiré Kabila a fini trahi, remplacé par ceux qui récitaient docilement le refrain imposé. On nous vend encore aujourd'hui le même scénario, avec les mêmes acteurs fatigués et les mêmes parrains anglo-saxons.

En un mot, la résurrection et la pérennisation de l'AFDL

Le drame, c'est que chez nous, certains continuent de croire que le salut vient d'ailleurs. Qu'il vient du coltan, du cobalt, du cuivre, alors qu'ils vendent le pays à vil prix.

Ils appellent cela « diplomatie », mais c'est en réalité une reddition.

Ils appellent cela « compromis », mais c'est une capitulation.

Ils appellent cela « paix », mais c'est la paix des cimetières.

Frantz Fanon, dans La mort de Lumumba: pouvions-nous faire autrement ?, nous rappelle à la réalité des gens comme Mbeki et nous invite à l'action. Son message résonne aujourd'hui avec une force implacable :

« Les Africains devront se souvenir de cette leçon. Si une aide extérieure nous est

nécessaire, appelons nos amis. Eux seuls peuvent réellement et totalement nous aider à réaliser nos objectifs parce que précisément, l'amitié qui nous lie à eux est une amitié de combat. [...] Des Africains ont cautionné la politique impérialiste au Congo, ont servi d'intermédiaires, ont cautionné les activités et les singuliers silences de l'ONU au Congo. [...] Nous devons profiter de ce court répit pour abandonner nos craintives démarches et décider de sauver le Congo et l'Afrique» [Afrique Action, n°19, 20 février 1960, repris dans « Pour la Révolution Africaine » (1964)]. Fanon l'avait vu : les faux sauveurs ne sont pas des amis. Ils sont des agents d'un système impérial qui s'habille de neutralité pour mieux nous égorger. Et chaque fois que nous leur avons laissé le champ libre, ce fut pour pleurer des martyrs et des défaites.

Conclusion

Le Congo n'a pas besoin d'un autre Sun City. Il a besoin d'un sursaut d'orgueil national D'un refus organique. D'une lucidité stratégique. Car Sun City risque cette fois-ci, pour les novices qui s'y aventureraient, d'être le cimetière des Congolais. On connaît la méthode : éliminer les voix libres, neutraliser les récalcitrants, empoisonner ceux qui refusent de plier — afin qu'il ne reste que la graine fanatique de la docilité.

Nous avons assez payé ce prix. Lumumba fut réduit au silence pour que d'autres signent à sa place. Laurent-Désiré Kabila, en qui je n'ai jamais cru, fut abattu comme un chien quand il osa dire non aux parrains qui avaient fait de lui un passage obligé. À chaque fois que le Congo a tenté de relever la tête, c'est par le poison, la balle ou la trahison que l'on a voulu refermer son destin.

Voilà ce qui se rejoue derrière ce nouveau Sun City. Ce n'est pas une négociation : c'est une sélection. Un tri mortifère pour ne garder que ceux qui chantent la musique convenue. Alors, ne nous y trompons pas. Notre survie ne viendra ni de Mbeki, ni des puissances qui l'envoient, mais de notre capacité à dire non, à résister, et à briser la mécanique qui nous enferme.

Cette fois-ci, nous serons là. Cette fois-ci, Sun City ne passera pas. Et on ne cessera jamais de le répéter et dans notre langue : Likambo oyo eza likambo ya mabele.



Un homme fort, jamais une idée forte

Victor Hugo disait que « la forme, c'est le fond qui remonte à la surface ». Mais quand la forme se répète sans fond, ce n'est plus de la politique, c'est une mise en scène. Depuis Genval jusqu'à Nairobi, en passant par Gorée, chaque rencontre estampillée historique au Congo semble conçue d'abord comme une photo à destination de l'opinion, non comme une construction d'avenir.

PAR BÉNÉDICTE KUMBI NDJOKO

Le décor, les visages et la solennité remplacent le contenu. Ces réunions ne produisent pas de vision mais elles produisent des postures. C'est la politique de la scénographie : on rejoue la grandeur qu'on n'a pas les moyens d'incarner. On affirme reprendre son initiative historique alors que les photos ont du mal à cacher les opportunistes.

Genval tournait autour d'un Étienne Tshisekedi déjà épuisé, instrumentalisé par des ambitions concurrentes. Gorée évoquait l'ombre tutélaire de George Soros, comme pour rappeler que le Congo reste toujours sous des influences extérieures, même dans ses prétendus moments d'émancipation. Et Nairobi remet au centre Joseph Kabila, symbole d'un retour du refoulé politique, comme si le pays ne savait exister qu'à travers le mythe du père ou du chef. Dans tous ces cas, l'homme supplante l'idée. Le pouvoir reste une affaire de corps et non de projet : on s'aligne derrière une silhouette, pas derrière un programme et ceci même si on crie urbi et orbi que le projet c'est de sauver le Congo.

Ce qui se répète, ce n'est pas seulement la mise en scène : c'est l'oubli du peuple. Chaque cycle de concertation prétend sauver la République mais ce qui est visé en réalité

c'est toujours la renégociation de l'accès à la rente et à l'immunité. Le peuple n'est qu'un prétexte de décor; une figure de rhétorique que l'on convoque quand il faut moraliser la prise du pouvoir. Lui donner une certaine appétence même quand on est dans le recyclage.

Aucun sentiment d'indépendance, ne sort de ces réunions. Elles semblent plutôt montrer que le Congo reste prisonnier d'un imaginaire politique où la légitimité se construit toujours ailleurs : à Bruxelles, à Genève, à Gorée, à Nairobi, jamais à Kisangani ou à Mbandaka. Elles mettent aussi en avant la relation pathologique que les Congolais ont au pouvoir. Car il est n'est jamais question de charge morale et éthique qui vient avec le pouvoir mais de l'opportunité de s'extraire du commun. Il faut ajouter à cela que le chef est vu comme celui qui punit ou protège, il n'est donc pas un instrument de transformation sociale. Ainsi le Congolais attend d'être sauvé par le pouvoir ne se rendant même plus compte qu'il est devenu son prisonnier.

C'est une géopolitique de la soumission symbolique qui se joue encore et encore. On a beau lui accoler tous les slogans, vouloir y voir un possible mais la réalité est là. Et elle ne parle pas en notre faveur et en faveur d'une libération made in politiciens Congolais.



Les kongophones, les lingalophones, les swahilophones et les lubaphones et le « nous » politique congolais

Les lieux de naissance des Kongolais(es) et leurs langues vernaculaires sont importants au processus de leur enracinement et de leur orientation dans la vie. Sont-ils les uniques éléments déterminants dans la constitution de leur identité locale et nationale ? Est-il possible que les kongophones, les lingalophones, les swahilophones et les lubaphones constituent une communauté politique assumant dans l'unité leurs diversités locales ? Peuvent-ils devenir Kongolais sans se renier ? Que signifie, souvent, le recours à « nous » ... les « phones » ... ? Est-il possible d'être un souverainiste congolais tout en restant replié sur une identité tribale ou ethnique ?

PAR JEAN-PIERRE MBELU

Il me semble de plus en plus nécessaire de pouvoir étudier et approfondir ces questions en vue de bâtir « un pays plus beau qu'avant » au cœur de l'Afrique en faisant un serment de liberté réelle comme y engage l'hymne national congolais.

Le Kongo-Kinshasa est-il réellement souverain ?

Le 21 septembre 2025, plusieurs mouvements des jeunes panafricanistes ont organisé, dans plusieurs pays du monde, des conférences et des moments d'échange pour célébrer la « Journée internationale de la souveraineté africaine ». Ils ont cherché, entre autres, à répondre à la question de savoir si les pays africains sont réellement souverains.

A Paris, des jeunes kongolais voulaient soumettre leur pays à cet examen. Le Kongo-Kinshasa est-il réellement un pays souverain ? Des bribes de réponses à cette question constituent l'essentiel de ce texte.

D'emblée, il est important de souligner que depuis 1999, le Kongo-Kinshasa est partiellement sous la tutelle de l'ONU. Un livre explicite très bien ce tutorat. Il est intitulé «

Les « faiseurs de paix ». Gestion d'une crise internationale dans un pays sous tutelle » ((Bruxelles, Grip, 2008). Ce livre est écrit par le Belge Jean-Claude Willam et il est très bien documenté. La guerre raciste de prédation et de basse intensité menée contre ce pays par « les faiseurs de paix » et leurs proxies est au cœur de ladite crise internationale entretenue par « les usurpateurs » du pouvoir politique que sont les trans et les multinationales épaulées par les huissiers du Capital (le FMI et la Banque mondiale). Le tutorat et l'usurpation du pouvoir politique sont des coups fatals assenés à la souveraineté réelle du pays. La souveraineté formelle proclamée sur les toits nie quelque chose d'essentiel à la souveraineté réelle : la liberté. « Celle de faire et de décider, en son nom propre comme de manière collective, et non la simple liberté formelle. »

Trois pays de l'Alliance des Etats du Sahel (le Mali, le Niger et le Burkina Faso) ayant compris le piège du tutorat de l'ONU ont décidé de se débarrasser de ses agents au nom de leur souveraineté. Le tutorat infantilise. Il est négateur de la liberté de faire et de décider en échappant au contrôle du

tuteur et de ses alliés. Faire et décider dans plusieurs domaines du vivre-ensemble sans des ingérences extérieures est un principe consacré par la charte de l'ONU signée en 1945 et trahie par l'hégémonie impériale et coloniale dominante.

Faire et décider souverainement

C'est en faisant et en décidant ensemble que des individus tribaux et ethniques peuvent finir par constituer une communauté politique et devenir « un peuple ». Dans des sociétés hétérogènes, « se référer à cette notion de souveraineté, vouloir la défendre et la faire vivre, se définir comme souverainiste, implique (...) que l'unité de ces dernières se construit avant tout politiquement. Cette unité n'est pas naturelle. En fait, c'est cette hétérogénéité qui, implique de penser la souveraineté. »

Pourquoi ? Elle soulève cette question : « Si la société est hétérogène, comment construire une communauté politique sans faire intervenir la souveraineté ? » Cela d'autant plus que « c'est cette dernière qui fait passer des individus isolés au stade du peuple

rassemblé, prêt à agir. Se référer à la notion de souveraineté nécessite donc de dépasser l'idée d'un peuple constitué sur des bases ethniques ou par une communauté religieuse (...).»

Elle implique le passage du « je » au « nous », de l'individuel au collectif. « Si nos décisions sont d'emblée limitées, quelle utilité à ce que nous fassions cause commune ? Ce passage de l'individuel au collectif est impératif face aux crises, tant économiques, sociales que politiques et culturelles (...).»

La souveraineté exprime la complémentarité entre le légal et le légitime, entre la justice et la justesse. Elle détermine qui, en dernière analyse, a la légitimité de décider. Souvent, c'est le peuple libre en action et/ou ses délégués. Et « la liberté du peuple dans le cadre de la Nation s'appelle justement souveraineté. »

L'échec de la décolonisation et la construction du « nous »

Construire politiquement le « nous » politique suppose la défense d'une cause commune. Avant les indépendances africaines, les libérateurs et les émancipateurs panafricanistes osaient nommer cette cause : l'extirpation du colonialisme et de l'impérialisme de l'Afrique en vue de respirer l'air de la liberté, de la justice, du droit et de la paix dans une Afrique unie et fédérale. « Plus nous serons unis, mieux nous résisterons à l'oppression, à la corruption et aux manœuvres de division auxquelles se livrent les spécialistes de la politique du « diviser pour régner », disait Lumumba.

Malheureusement, l'échec de la décolonisation favorisée, entre autres, par la corruption et le clientélisme entretenu par « le capitalisme honteux et dégradant » a fait capoter le rêve de l'unité africaine et a attisé les divisions tribales et ethniques. Au Kongo-Kinshasa, les deux sécessions du Kasai et du Katanga en ont été des témoignages éloquentes. Depuis cet échec, construire politiquement le « nous » est constamment remis aux calendes grecques. Pourtant, ce ne sont pas les éléments pouvant y contribuer qui manquent. L'hymne national kongolais, à lui seul, pourrait suffire à mettre ceux et celles qui le chantent sur cette bonne voie. Mais, qu'est-ce qui ne va pas ? Pourquoi le recours aux appartenances locales fragilisent-elles la construction d'un « nous » national ?

Désirs mimétiques et chantage à la République

L'une des hypothèses serait celle du poids des corrompus et des clients du « capitalisme dégradant et honteux » dans la gestion du vivre-ensemble. Ils ont réussi à infiltrer toutes les institutions et toutes les structures du pays pour les impuissanter de l'intérieur. Ils ont fabriqué un narratif facilitant, par la manipulation des masses, la propagande

et la démagogie la reproduction de leur sous-système ploutocratique. Lorsqu'ils sont « aux affaires », ils sont plébiscités comme « hommes d'Etat » ou « dignitaires ». Dès qu'ils se sentent menacés dans leur sécurité ploutocratique, ils alertent « leurs communicateurs » sur « l'exclusion » des lubaphones, des lingalophones, de kongophones ou des swahiliphones. Curieusement, depuis une trentaine d'années, ce sont presque les mêmes figures qui ont mis le pays en coupes réglées et qui estiment qu'il est pour eux un simple « gâteau ».

Une autre hypothèse serait celle de la réalisation de leurs désirs mimétiques. Celle-ci fait des émules au sein de la jeunesse et des masses kongolaises ignorantes et appauvries. Ils roulent en de belles voitures, habitent les quartiers chics du pays, boivent le champagne ruinart, bâtissent les maisons les unes après les autres, envoient leurs enfants dans les meilleures écoles, etc.

Au même moment que la réalisation de ces désirs mimétiques de la médiocratie leur donne de la visibilité, elle suscite de l'envie et de la convoitise, de la jalousie et de la violence diabolique et nuisible à la construction politique du « nous ». Ayant choisi cette dangereuse voie de l'hédonisme consumériste, ils se fabriquent des ennemis pouvant jeter des peaux de bananes sur leur route. A la moindre glissade, ils se victimisent et crient à la chasse aux sorcières des lubaphones, des lingalophones, des kongophones ou des swahiliphones.

Ils sont capables, en bons hédonistes consuméristes, de créer des groupes armés tout en infiltrant les institutions du pays pour orchestrer le chantage. Qui se souvient encore de cette interpellation du vieux Mboso à l'assemblée nationale : « Vous, les collègues de l'Est, quittez les groupes armés » ?

Et une jeune dame, animatrice de la Télévision Balobeli ya Peuple, est revenue sur cette question en soutenant que les groupes armés semant la mort et la désolation à l'Est du pays ne sont ni lubaphones, ni kongophones, ni lingalophone. Ils sont swahiliphones. Ce sont les swahiliphones qui tuent les autres swahiliphones et font du chantage à la République. Selon cette hypothèse, le pays est face aux hédonistes consuméristes autodestructeurs. Le font-ils en conscience ou par ignorance ? Il est possible que cela puisse être un choix conscient pour certains. Pour d'autres, un mimétisme idiot, avilissant et ensauvagé. Pour d'autres encore, l'expression d'une haine de soi et d'autrui ou d'une « servitude volontaire » au bénéfice de l'expansion du Capital.

La question de l'ignorance ne devrait pas être négligée

Néanmoins, la question de l'ignorance ne devrait pas être négligée. « En somme, l'instruction doit permettre à l'individu de passer du statut d'homme à celui du citoyen,

ce qui le rend seul digne de détenir une part de souveraineté politique, c'est à dire de continuer à faire la loi et à déterminer les orientations politiques et sociales de l'Etat. » Et « l'ignorance est donc ce qu'il faut combattre grâce à l'instruction, c'est ce qui éloigne le citoyen de la vie politique. »

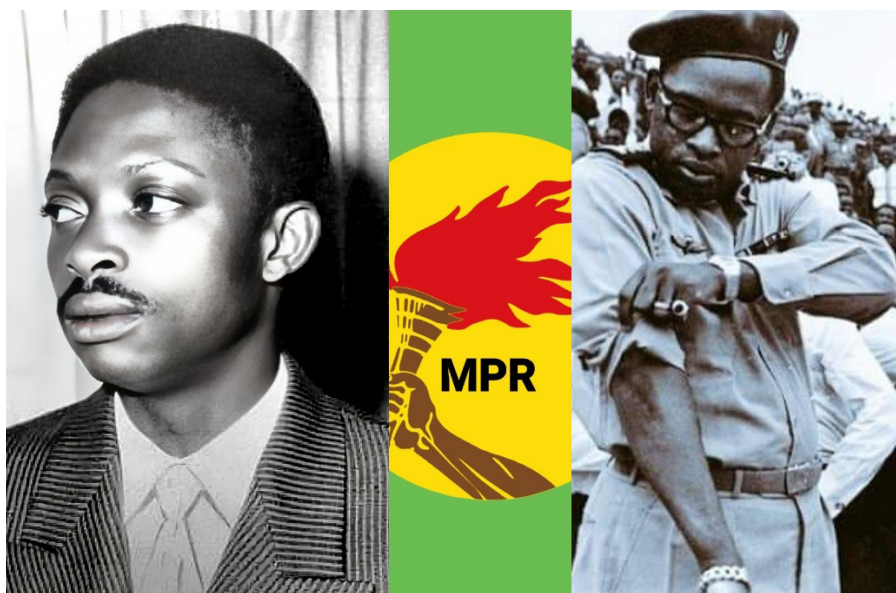
Une participation efficace à la vie politique exige des individus qu'ils puissent être formés au débat, à l'esprit critique, à l'usage raisonnable et rationnel de leur raison publiquement. Revoir les contenus des savoirs dispensés en fonction de l'éveil citoyen à la vie politique et au débat public, à la rencontre de l'autrui, à la connaissance et à approfondissant des enjeux face auxquels le pays est placé est indispensable à la refondation de l'école, de l'université et à la création des espaces sociaux et matériels où les citoyens peuvent se rencontrer pour construire politiquement un « nous ».

A l'école, à l'université, dans les espaces matériels et sociaux où se produit l'intelligence collective, les individus et plus particulièrement les jeunes ont besoin d'être initiés au mimétisme de l'excellence. Ils ont besoin des modèles d'excellence à imiter. L'Afrique et le Kongo-Kinshasa n'en manquent pas. Les leaders des indépendances et les jeunes gouvernants de l'AES (Alliances des Etats du Sahel) peuvent inspirer...

Conclusion

L'échec de la décolonisation, la corruption et le clientélisme sont des boulets que traînent plusieurs pays africains en général et le Kongo-Kinshasa en particulier. Le mimétisme dégradant caractérisant le mode de fonctionnement de certains « oligarques ploutocrates » aux affaires, leur aura et leur poids au sein de la société kongolaise sont des épines dans les pieds de la mère-patrie. Petites mains du Capital, ces mimétistes dégradés sont à la fois autodestructeurs et nuisibles pour le pays. Leur recours régulier à « nous...les phones » révèle de plus en plus ses limites. Il n'est qu'un subterfuge pour leur survie politique et la remise aux calendes grecques de la construction d'un « nous » politique. Cette construction est une question éminemment souverainiste. Elle prendra le temps qu'elle prendra. Mais elle peut aussi se réaliser rapidement. C'est une question de volonté politique. Et des moyens, bien sûr.

Les souverainistes de tous les bords doivent s'en saisir et se servir de la technologie, de l'école, de l'université et des collectifs citoyennes à la base de la société kongolaise pour sortir le pays du tutorat, de sa soumission aux forces du marché et lui assurer son égalité souveraine avec les autres Etats, lui inculquer les principes de la réciprocité, de la non-ingérence des autres pays dans ses affaires internes afin qu'il s'autodétermine réellement. Les pays de l'AES ont essayé et sont en train d'y arriver. Dans la douleur, bien sûr.



Du CVR au MPR, ou l'histoire d'une usurpation

Comment le Mouvement Populaire de la Révolution de Mobutu a consacré le triomphe de l'usurpation sur la fidélité.

PAR BÉNÉDICTE KUMBI NDJOKO

Dans les maquis d'Idiofa au Bandundu, en cette année 1967, les combattants mulelistes sont particulièrement agités. C'est qu'un nouveau combat pointe à l'horizon.

L'annonce faite à la radio par Joseph Désiré Mobutu le 22 mars 1967, alors qu'il se trouve à Mbandaka, ouvre de nouvelles perspectives pour Pierre Mulele. Depuis son retour de Chine en 1963 et le lancement de la rébellion muleliste, cela fait quatre ans qu'il est dans le maquis. Le temps commence à devenir long pour lui et ses compagnons et il sent la nécessité de transformer le combat. Car au fil des mois, la lutte s'est muée en survie : le quotidien est devenu un exercice d'endurance, où ils vivent au rythme de la forêt, de la pluie et des embuscades. Dans cette vie de privations, les femmes partagent le même sort. Celles qui ont rejoint la rébellion accouchent dans des fossés quand elles ne dorment pas à même le sol, le ventre vide, comme le rapporte Léonie Abo, sa compagne. À côté de ça, ajoute-t-elle, plus que les balles, les moustiques deviennent des armes de destruction massive. Mais il faut aussi compter avec le mécontentement grandissant de la population civile, celle-là même qui, au début de la lutte, n'avait pas hésité à donner ses enfants. Peu à peu, les villages incendiés, les femmes violées, les

exécutions sommaires et les enfants pris en otage par l'Armée nationale, appuyée par des mercenaires étrangers, font vaciller les dernières volontés de résistance. Dans ce climat de peur et de destruction, la population se replie sur elle-même. La guerre, qui se voulait populaire et révolutionnaire, devient une guerre où le peuple est pris en étau et se sent exsangue. Dans l'immensité verte et humide des forêts du Kwilu, où les oiseaux ont tu leurs chants pour laisser parler les bombes, Pierre Mulele sait que le temps de la défaite n'est qu'à une portée de main. Plus au nord, à Mbandaka, celui qui s'est imposé comme l'homme fort du coup d'État du 24 novembre 1965 s'apprête à prendre la parole.

Un parti du pouvoir et un parti d'opposition

L'assassinat de Patrice Emery Lumumba, les sécessions du Katanga et du Sud-Kasaï ont laissé des cicatrices profondes. Le pays est morcelé, fracturé par des lignes de méfiance et de sang. À cette désagrégation s'ajoute la rébellion muleliste du Kwilu et son écho dans l'Est, qui débute à Uvira dès septembre 1963. Cette dernière se radicalise en 1964 : après seulement trois mois de préparation, Bukavu tombe le 15 avril, entraînant une vague de soulèvements à travers le pays. D'autres

villes, comme Stanleyville (Kisangani), se révoltent à leur tour, mais sans grand succès. À Albertville (Kalemie), le mouvement est plus marqué : il provoque la fuite de l'appareil administratif et militaire, déjà affaibli par une crise gouvernementale. Néanmoins, comme le souligne Benoît Verhaegen, cette poussée s'éteint rapidement, sans doute à cause du souvenir encore vif des massacres de 1961. C'est dans ce contexte bouleversé que Mobutu décide d'entamer une tournée de pacification nationale. Au-delà du discours officiel, cette initiative lui offre surtout l'occasion de consolider son pouvoir, encore fragile, face à la méfiance des élites civiles et militaires. Le fleuve Congo, colonne vertébrale de cet immense pays, devient la voie royale de cette entreprise. À bord de La Djoué, le chef de l'État remonte le cours du fleuve pour aller à la rencontre des populations, des chefs coutumiers et de tout ce que le Congo compte de notables locaux. À chaque escale, Mobutu se met en scène : uniforme impeccable, ton martial, promesse d'ordre et d'unité. Cette traversée se veut le symbole d'un pouvoir qui se réapproprie le territoire, d'un État qui, après des années de chaos, prétend renouer le fil rompu de la nation. C'est à Mbandaka que cette tournée prend une coloration particulière. Mobutu choisit de s'adresser à ceux qu'il appelle "les égarés", ces anciens rebelles à qui il promet le pardon et la réintégration. Le 22 mars 1967, dans un discours largement relayé par la radio nationale, il annonce qu'il ne saurait désormais exister plus que deux partis politiques au Congo : un parti du pouvoir et un parti d'opposition. Ce qu'il présente comme un appel à la rationalisation de la vie politique marque en réalité le début d'une lente confiscation du pluralisme. Derrière la rhétorique de la réconciliation, Mobutu pose les premières pierres d'un système à parti unique, où l'unité nationale servira bientôt de prétexte à la soumission.

Mouvement Populaire de la Révolution

Au Kwilu, ce ne sont pas tant les "égarés" qui retiennent l'attention des maquisards, et de Pierre Mulele en particulier. L'idée de pouvoir fonctionner comme un parti d'opposition reconnu est séduisante : elle lui offre une porte de sortie, peut-être même une réhabilitation politique. Comme le raconte Théophile Bula-Bula, l'un des rares survivants du maquis, les choses étaient claires pour Mulele. Il pensait que le Congo allait désormais compter

un parti de droite et un parti de gauche, et que cette décision représenterait enfin la reconnaissance politique de son mouvement. Avec l'aide de Théodore Bengila, Pierre Ngwensung, Bernadette Kimbadi, Théotime Nsolo et Théophile Bula-Bula, il se met à chercher un nom pour ce nouveau parti.

La seule exigence qu'il formule est simple, mais pleine de sens : les mots révolution et populaire doivent y figurer. Ses compagnons lui soumettent plusieurs propositions, mais une seule retient son attention : Mouvement Populaire de la Révolution. Selon Bula-Bula, cette dénomination fut approuvée par tous le 23 mars 1967, au camp Nkoso/Nsimansie. Dans la foulée, une délégation est désignée pour se rendre à Léopoldville (Kinshasa) et informer les autorités de la création du nouveau parti. Trois lettres sont rédigées et déposées : l'une à la Présidence de la République, une autre à la représentation de l'ONU, et la troisième à la Cour suprême. Pierre Mulele ne reçut jamais de réponse. Par contre, le Congo, lui, vit bientôt naître un nouveau parti-État : le MPR, Mouvement Populaire de la Révolution. Celui de Mobutu. Or, bien avant cette coïncidence troublante, Mobutu avait fondé le Corps des Volontaires de la République (CVR), une structure présentée comme un outil de moralisation et de pacification nationale. Le CVR, placé sous la tutelle du ministère de la Justice, comptait parmi ses principaux artisans Étienne Tshisekedi wa Mulumba, alors secrétaire d'État à la Justice, qui joua un rôle central dans sa mise en place et sa justification idéologique. Officiellement, il s'agissait d'encourager le civisme, la discipline et la loyauté envers l'État. En réalité, le CVR servait déjà de socle d'embrigadement, un instrument de contrôle social et politique destiné à consolider le pouvoir personnel de Mobutu. C'est dans ce contexte que la ressemblance entre les démarches de Mulele et de Mobutu devient troublante.

Tandis que le premier imagine, dans la solitude du maquis, un mouvement politique fondé sur la révolution populaire, le second prépare depuis Léopoldville une mystique d'unité nationale centrée sur sa personne.

Le retour de l'égaré prodigue

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées. La première est que Mobutu, informé de l'initiative muleliste, a délibérément repris le nom Mouvement Populaire de la Révolution, conscient de la charge symbolique que

portaient ces mots dans l'imaginaire politique congolais. En s'en emparant, il neutralisait toute tentative de reconnaissance du mouvement muleliste tout en se parant des habits du révolutionnaire.

Une autre lecture, plus cynique encore, est que le pouvoir voulait effacer la trace même de la rébellion en confisquant jusqu'à son vocabulaire. Sous couvert d'unité, Mobutu absorbait le langage de ses adversaires pour en faire l'outil de sa domination. Étienne Tshisekedi, dans cette configuration, incarne le paradoxe des premières années du mobutisme : déclaré juriste, il participe à donner une légitimité administrative à une structure qui allait, peu à peu, étouffer la pluralité politique qu'elle prétendait réguler. Ce qui, dans l'esprit de Pierre Mulele, devait être la reconnaissance politique d'un combat populaire, devint le symbole même de sa négation. Le Mouvement Populaire de la Révolution, tel qu'il naîtra à Kinshasa, n'aura plus rien du maquis, sinon le nom. Convaincu par les appels à la réconciliation lancés depuis Léopoldville, Pierre Mulele accepte de sortir du maquis. La voix de Mobutu, diffusée à la radio de Mbandaka, avait éveillé en lui l'espoir d'un dialogue national, d'une reconnaissance possible de son combat. Il croit encore que la politique peut s'écrire autrement que dans le sang. En septembre 1968, après plusieurs négociations et promesses de sécurité, il se rend à Kinshasa, accompagné d'une poignée de fidèles. À son arrivée, il est d'abord reçu avec des égards, présenté comme un fils revenu à la patrie. C'est le retour de l'égaré prodigue. Mais ce cérémonial ne dure pas : Mulele est arrêté, accusé de trahison et livré aux services spéciaux. Selon les témoignages recueillis de Léonie Abo, Benoît Verhaegen et Ludo De Witte, il est torturé au camp Tshatshi, les yeux arrachés, les membres sectionnés, le corps découpé alors qu'il respire encore. Ses restes sont ensuite jetés dans le fleuve Congo, effaçant jusqu'à la trace de sa dépouille. Le fleuve devient le lieu du silence et de la peur, là où le pouvoir jette ceux qui ont osé rêver d'un Congo libre. Le régime parlera d'un acte de justice nationale. En réalité, c'est la dernière voix du maquis lumumbiste que l'on a voulu faire taire. En lui, on ne tuait pas seulement un homme, mais l'idée même que le peuple pouvait encore se libérer au nom de sa propre dignité.

Quelques mois plus tard, le Mouvement Populaire de la Révolution de Mobutu deviendra parti unique, consacrant ainsi le triomphe de l'usurpation sur la fidélité.

“

Mobutu avait fondé le Corps des Volontaires de la République (CVR), une structure présentée comme un outil de moralisation et de pacification nationale. Le CVR, placé sous la tutelle du ministère de la Justice, comptait parmi ses principaux artisans Étienne Tshisekedi wa Mulumba, alors secrétaire d'État à la Justice, qui joua un rôle central dans sa mise en place et sa justification idéologique. Officiellement, il s'agissait d'encourager le civisme, la discipline et la loyauté envers l'État. En réalité, le CVR servait déjà de socle d'embrigadement, un instrument de contrôle social et politique destiné à consolider le pouvoir personnel de Mobutu.



Le Congo sur un échiquier étranger

L'histoire n'est pas muette. On peut feindre l'amnésie, elle ne feint jamais.

PAR MUFONCOL TSHIYOYO

D'abord, il faut nommer la scène. Bruxelles n'est pas un lieu neutre. C'est une scénographie de tutelle. Un théâtre où l'on distribue les rôles, règle les lumières, puis prête un micro aux figurants. L'Europe s'y rêve actrice centrale alors qu'elle n'est plus, bien souvent, que régisseuse d'un script rédigé ailleurs. Et pourtant, c'est là que l'on convoque l'Afrique pour "parler de paix", c'est-à-dire pour valider un ordre déjà décidé. Ensuite, il faut ordonner les personnages. Pour sortir du brouillard, distinguons quatre catégories conceptuelles, utiles et tranchantes :

- Les propriétaires du récit : ce sont les Maîtres-Narrateurs. Ils ne gouvernent pas seulement des territoires ; ils possèdent la trame : ce qui sera dit ; ce qui sera tu. Et ce qui sera sanctifié par la presse.

- Les metteurs en scène de tutelle : les garants diplomatiques. Ils valident ; ils encadrent ; ils "félicitent" ; ils "condamnent" à la demande ; ils transforment l'ingérence en protocole. Hier, c'étaient les chancelleries coloniales. Aujourd'hui, ce sont les mêmes réflexes en costume contemporain.

- Les opérateurs de surface : les pions-fonction. Ils s'agitent ; ils signent ; ils "appellent" ; ils "pardonnent" ou "exhortent". Leur mission n'est pas d'agir. Mais d'occuper

l'image.

- Les publics captifs : peuples, élites administrées, commentateurs pressés. Ils réagissent à la minute ; ils s'enflamment pour l'écume et souvent manquent l'architecture.

Une opération de sens

Or, si l'on regarde froidement, que s'est-il passé ? Sur scène, un pion-fonction prononce un appel gravement solennel. Hors-scène, les metteurs en scène de tutelle accourent pour bénir le geste. L'un vient d'outre-Atlantique, Mike Boulou, envoyé libano-américain lié à l'administration, agissant sous l'étiquette rassurante d'"émissaire" ; l'autre, européen, André Flahaut, ancien ministre belge de la Défense, affiche la bienveillance paternaliste du vieil arbitre. Ensemble, ils chantent la grandeur d'un "geste de paix". CQFD : la question n'est plus ce qui a été dit, mais qui se réjouit de l'avoir entendu. Dès lors que les propriétaires du récit applaudissent, c'est que la pièce a rempli sa fonction : stabiliser l'ordre des voix ; définir le sens avant même que le peuple ne pense. Alors, le pardon se transforme en une arme douce ; la paix devient un anesthésiant et le courage supposé un costume de scène.

Car ce n'est pas un débat. C'est plutôt une

opération de sens. En apparence, on parle d'"apaisement" ; en réalité, on stabilise un dispositif. On recouvre d'éthique ce qui n'est que logistique de domination : préserver le corridor d'influence, maquiller la dépendance, naturaliser la présence des maîtres sous la grammaire du "dialogue". L'on feint d'ignorer que les "braves" invoqués ne s'affrontent jamais sur la même ligne de risque. Les uns décident. Tandis que les autres encaissent.

Pourtant, l'histoire n'est pas muette. On peut feindre l'amnésie, elle ne feint jamais. Ludo De Witte l'a montré avec précision : L'ascension de Mobutu : comment la Belgique et les USA ont installé une dictature (2017) n'est pas seulement le récit d'un homme ; c'est la grammaire d'une technique. Installer un pion, fabriquer sa légende, couvrir sa brutalité d'un discours d'ordre, puis interdire la mémoire concurrente. Et aujourd'hui, lorsque les garants diplomatiques, tel un ancien ministre belge de la Défense, saluent la "stature" d'un acteur de surface, ils ne font que rejouer la liturgie : sacraliser le protocole, neutraliser la souveraineté.

Fanon, comme rappel

« Notre tort à nous, Africains, est d'avoir oublié que l'ennemi ne recule jamais sincèrement. Il ne comprend jamais. Il capitule, mais ne se convertit pas. »

– Frantz Fanon

Ce rappel n'est pas un avertissement moral. C'est une loi historique. L'ennemi change de méthode. Jamais de finalité. La domination n'est pas un accident du passé. Elle est devenue un processus administratif, une routine raffinée où l'ingérence se fait protocole et où l'humiliation se maquille en accolade.

Fanon encore :

« Il est de fait qu'en Afrique, aujourd'hui, les traîtres existent. Il fallait les dénoncer et les combattre. Que cela soit dur après le rêve magnifique d'une Afrique ramassée sur elle-même et soumise aux mêmes exigences d'indépendances véritables ne change rien à la réalité. » Ces mots, écrits il y a plus d'un demi-siècle, décrivent avec une précision chirurgicale notre présent. Les élites sous contrat n'ont pas disparu. Elles ont changé de décor. Elles s'expriment avec aisance dans les salons européens, ils parlent de "dialogue", de "leadership inclusif", mais elles fuient la seule inclusion qui compte : celle de leur peuple dans le pouvoir réel. Elles préfèrent la

reconnaissance à la responsabilité, la photo à la conquête. Fanon les appelait déjà par leur nom : traîtres. C'est cette élite-passerelle que l'on retrouve dans chaque drame africain. Au Congo, comme ailleurs, des Africains ont cautionné la politique impérialiste, servi d'intermédiaires, et béni les silences de l'ONU. « Des Africains ont cautionné la politique impérialiste au Congo, ont servi d'intermédiaires, ont cautionné les activités et les singuliers silences de l'ONU au Congo. »

— Frantz Fanon

Ces phrases que je reprends ne relèvent pas du passé. Elles décrivent le présent du pays. Les mêmes mécanismes se reproduisent, avec d'autres acteurs, sous d'autres drapeaux. Les Boulos et les Flahaut d'aujourd'hui n'inventent rien. Ils perpétuent la fabrique du Mobutisme par délégation, comme l'a démontré Ludo De Witte. Hier comme aujourd'hui, le pion africain ne monte sur l'échiquier que pour légitimer la main qui le déplace.

Sortir du champ imposé

Ainsi, la vraie question n'est pas : le discours était-il courageux ? La vraie question est : à qui a-t-il profité ? Car la souveraineté d'emprunt se reconnaît à ceci : elle produit des phrases qui ouvrent des portes ailleurs et ferment des issues ici. Elle invite au "pardon" sans justice, à la "paix" sans vérité, à la "réconciliation" sans pouvoir réel. C'est le bravisme de protocole : posture héroïque à coût politique nul, utile pour la photo, coûteuse pour le peuple. Dès lors, que faire de nos réactions ? Les indignations instantanées sont l'oxygène de la mise en scène. Chaque tweet outré est un applaudimètre involontaire. Pendant que nous débattons de mots, les propriétaires du récit sécurisent les flux, signent les cadres, ajustent la comptabilité. Le commentaire permanent est un consentement différé. Au sens cinématographique, il faut donc changer de plan : sortir du champ imposé ; recomposer l'angle ; réécrire la continuité.

Concrètement :

— Déclasser le spectacle : refuser la course aux "réactions" et imposer l'analyse des structures (qui finance, qui cadre, qui arbitre, qui bénéficie).

— Nommer les rapports : cesser de parler d'"alliés" quand il s'agit de propriétaires du récit ; cesser de parler de "médiateurs" quand il s'agit de metteurs en scène de tutelle. Les mots sont des frontières.

— Repolitiser l'espace : préférer la fabrique de capacités (renseignement, monnaie, droit, défense, logistique) à la liturgie des panels. Une nation n'est pas un plateau-débat.

— Refuser le bravisme : exiger des actes vérifiables et irréversibles plutôt que des gestes symboliques. La preuve prime la pose.

— Construire la paix substantielle : sécurité des frontières, justice des crimes, traçabilité des ressources, réarmement institutionnel. Tout le reste est paix décorative. À ce stade, l'objection classique surgit : "Mais sans eux, rien n'avance." Faux. Avec eux, tout avance dans leur sens. Le Niger, le Mali, le Burkina, sans sanctifier quiconque, constatons-le, ont déplacé la scène : ils ont mis fin, au moins en partie, à la gouvernance de tutelle. Ils paieront un prix, certes ; mais l'addition de la dépendance était déjà en cours, et plus salée. L'important n'est pas la pureté, c'est l'axe. On apprend en marchant du moment que l'on marche hors du couloir.

Devenons auteurs

Reste l'élite congolaise. Fanon avait prévenu : l'élite sous contrat confond reconnaissance extérieure et légitimité intérieure. Elle aime les chaires, les tribunes, les bénédictions éditoriales ; elle redoute la souveraineté, parce que la souveraineté exige. Elle réclame la "paix" comme on réclame une amnistie : une déresponsabilisation générale. Or, la nation ne renaît que par la responsabilité : qui a signé ? Qui a cédé ? Qui a vendu ? Qui a couvert ? Noms, dates, actes. Sans cela, il n'y a pas de peuple, il n'y a que du public.

En somme, cessons d'être public. Devenons auteurs. Qu'on ne s'y trompe pas. Mufoncol Tshiyoyo ne "dénonce" pas un discours. Il désigne un dispositif. Le Congo ne perd pas seulement sa voix ; il perd le droit de décider du sens. Tant que les propriétaires du récit nous prêteront des micros pour mieux nous confisquer la plume, nous parlerons haut pour agir bas.

Alors, Bruxelles ? Oui, mais à titre de rappel : dans ce théâtre, les pions-fonction font de l'ombre, les metteurs en scène font la loi, les maîtres-narrateurs font l'Histoire. À nous de rompre la distribution. Alors, dès aujourd'hui, remplaçons la réaction par l'architecture.

Car une nation ne se libère pas en accompagnant la musique ; elle change d'instrument, de rythme et de salle. « L'Afrique ne doit pas être un écho, mais une voix », Frantz Fanon. 2028 à l'horizon au Congo.

“

Hier comme aujourd'hui, le pion africain ne monte sur l'échiquier que pour légitimer la main qui le déplace... La vraie question n'est pas : le discours était-il courageux ? La vraie question est : à qui a-t-il profité ? Car la souveraineté d'emprunt se reconnaît à ceci : elle produit des phrases qui ouvrent des portes ailleurs et ferment des issues ici. Elle invite au "pardon" sans justice, à la "paix" sans vérité, à la "réconciliation" sans pouvoir réel. C'est le bravisme de protocole: posture héroïque à coût politique nul, utile pour la photo, coûteuse pour le peuple.

**“Arrêtons d’être
complaisants et
contemplateurs pour
devenir définitivement
exigeants et
intransigeants.”**

– Dr Fweley Diangitukwa